

- SÉCURITÉ INFORMATIQUE

## Aux Pays-Bas, la police victime d'un gigantesque vol de données

Une intrusion dans le logiciel Outlook aurait permis, vraisemblablement à « un acteur étatique non identifié », d'avoir accès à de nombreuses données, professionnelles comme personnelles. La quasi-totalité des forces de l'ordre du pays serait concernée.

Par Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, correspondant)

Publié le 04 octobre 2024 à 18h34 · Lecture 2 min.

Article réservé aux abonnés

Une vaste opération de piratage des bases de données de la police nationale suscite l'émoi aux Pays-Bas – selon la direction de la police, 65 000 membres des forces de l'ordre seraient concernés. Noms, numéros de téléphone professionnels et privés, fonctions exactes, adresses électroniques, contacts, informations sur les enquêtes : ces données auraient été dérobées en utilisant des identifiants Outlook volés à un des policiers, désormais invités par leur hiérarchie à « *une vigilance maximale* ». Dans un premier temps, un porte-parole avait rapporté que seuls des renseignements d'ordre professionnel avaient été dérobés.

Selon le ministre de la justice, David van Weel, qui avait informé les députés de la Deuxième chambre dès le 27 septembre, un « *acteur étatique non identifié* » serait à l'origine de l'opération. Mercredi, Henk Geveke, l'officier chargé de la technologie et de l'innovation au sein de l'état-major de la police nationale, confirmait sur le réseau LinkedIn que « *le piratage a été très vraisemblablement l'œuvre d'un autre pays – ou d'auteurs ayant agi pour le compte d'un autre pays* ».

Un doute subsiste quant au fait de savoir si des informations concernant des enquêteurs agissant sous couverture ou les personnels qui assurent la protection de personnalités politiques et de magistrats étaient également concernées. « *Nous examinons les risques posés par la fuite des informations, et la destination de celles-ci* », a expliqué le ministre, refusant toutefois de livrer d'autres détails « *dans l'intérêt de l'enquête* ». Ancien dirigeant des services de renseignement et de l'antiterrorisme, le premier ministre, Dick Schoof, a, quant à lui, seulement précisé que « *personne ne minimise le risque que court la police* ».

### L'opposition empêchée d'interroger le gouvernement

Le Syndicat policier néerlandais, principale organisation de défense du personnel, évoque « *le cauchemar* » de ses adhérents et souligne les carences du système actuel de protection des données. Le trouble est tel qu'un numéro vert a été ouvert pour récolter les témoignages d'agents craignant pour leur sécurité et celle de leur famille. Beaucoup s'interrogent sur l'ampleur exacte des fuites et la possible utilisation des renseignements obtenus. Des dizaines de fonctionnaires y ont déjà fait part

de leurs questionnements, certains d'entre eux évoquant leur possible démission. *« Je peux imaginer que les policiers soient préoccupés par les conséquences possibles de ce piratage »,* a réagi M. Van Weel, qui assurait mercredi que *« la police (...) fait tout ce qui est en son pouvoir pour protéger les policiers et prévenir d'autres dommages ».*